

LES CHIFFRES

2,5

Selon son ministre du commerce, la junte a engrangé en moins d'un an 2,5 milliards de dollars US de revenus de ses exportations de gaz (principalement en Thaïlande et en Chine). Ces revenus proviennent essentiellement des champs gaziers offshore de Yadana, Yetagun, Shwe et Zawtika.



8888

Never Forget : Le mouvement des parapluies noirs a courageusement commémoré le soulèvement du 8 août 1988 dans l'espace public. Son photographe vient d'être arrêté par la junte.

30 000

Selon Data for Myanmar, près de 30 000 habitations ont été mises à feu par les militaires depuis le coup d'Etat du 1er février 2021. La junte ne connaît que la politique de la terre brûlée.

Photo : Myanmar Now



La visite de l'Envoyée spéciale de l'Onu en Birmanie tourne au fiasco

Noeleen Heyzer, Envoyée spéciale de l'Onu en Birmanie, s'est rendue pour la première fois dans le pays du 16 au 17 août, deux jours après que la junte ait condamné Aung San Suu Kyi à six ans de prison supplémentaire. Alors que la junte a récemment pendu des prisonniers politiques, Mme Heyzer a posé pour la photo avec Min Aung Hlaing. Ce dernier n'a pas manqué d'instrumentaliser la visite, tandis que le peuple birman n'en a tiré aucun gain. Pas une seule fois elle n'a mentionné le Gouvernement d'unité nationale (NUG) en tant qu'interlocuteur dans ses discussions, notamment sur l'enjeu de l'aide humanitaire. Face à ce nouveau fiasco, **864 organisations de la société civile** - dont Info Birmanie - demandent la révocation du mandat de l'Envoyée spéciale de l'Onu, qui n'a jamais apporté la moindre contribution positive en Birmanie. La société civile demande au Secrétaire général de l'Onu de s'impliquer personnellement face au drame birman et à l'Onu de faire rendre des comptes à la junte pour ses crimes.



Répression tout azimut par une junte aux abois

Exécution de prisonniers politiques, raids sanglants dans la région de Sagaing - appuyés d'avions de combat russes Mi-35 ou de chasseurs russes MiG rapporte **Le Monde** - ... la liste des crimes commis quotidiennement par la junte, dans un pays qui compte désormais plus d'un million de déplacés, ne cesse de s'allonger. Plusieurs observateurs y voient le signe des difficultés sans précédent auxquelles les militaires sont confrontés, étant dans l'incapacité de consolider leur pouvoir. Se sentant menacée comme jamais auparavant, la junte prend pour cible, arrête et tue à tout va. L'arrestation et le placement en détention de Vicky Bowman - ancienne ambassadrice du Royaume-Uni en Birmanie - et de son conjoint Htein Lin - artiste de renom et ancien prisonnier politique - signifie aussi que la junte n'a plus aucune limite dans les cibles qu'elle vise. Accusé d'enfreindre la loi sur l'immigration, le couple risque jusqu'à cinq ans de prison. Pendant ce temps, des dizaines de condamnés à mort peuvent à tout moment être pendus et plus de 12 000 prisonniers politiques continuent de croupir dans les prisons birmanes.

Il faut appuyer la résistance

Dans une tribune parue dans **Le Monde** le 9 août, des membres d'Info Birmanie, la Communauté Birmane de France et Doh Atu Ensemble pour le Myanmar interpellent nos dirigeants parce qu'il y a urgence à appuyer la résistance : « *Après la pendaison, fin juillet, de quatre opposants à la junte birmane, l'Europe et la France devraient soutenir le mouvement de résistance face à la barbarie plutôt que de se limiter aux condamnations* ». « *L'Europe et la France vont-elles continuer à jouer la montre, espérant une forme de normalisation, ou rendre possible la victoire du gouvernement démocratique ?* ». Dans **une analyse publiée le 22 août par le United States Institute of Peace**, Scot Marciel - ex-ambassadeur des Etats-Unis en Birmanie de 2016 à 2020 - souligne qu'il est temps d'aider la résistance à l'emporter par toute une série de moyens, en arguant qu'il n'y a pas de compromis politique possible avec la junte. Il estime d'ailleurs que la réponse apportée par la communauté internationale pourrait avoir un impact critique à l'heure où la junte parle d'organiser des élections en 2023 pour légitimer son pouvoir. Et que nombre de Birmans se demandent pourquoi le monde - en particulier occidental - est *"si prompt à aider les Ukrainiens mais pas eux, pourtant en proie à une force aussi brutale et maléfique que l'armée envahisseuse de Poutine"*.

25 août 2022 : Nous avons commémoré le Jour du Souvenir pour les Rohingya

Face à la répression généralisée menée par la junte, nous n'oublions pas les Rohingya, leurs aspirations à une vie digne et à la justice. Selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu, plus de la moitié des Rohingya dans les camps du Bangladesh souffrent de pénuries alimentaires, dans un contexte où l'aide humanitaire est insuffisante et où il est de plus en plus difficile pour les organisations internationales de travailler. D'un côté, les conditions de vie et l'insécurité ne cessent de se dégrader dans les camps - deux leaders communautaires ont été tués en août - de l'autre, le retour en Birmanie sous la junte demeure impossible. Dans un **communiqué du 25 août**, 383 organisations de la société civile - auxquelles Info Birmanie se joint - interpellent sur la nécessité de faire davantage pour faire rendre des comptes aux responsables des crimes et en matière de sanctions ciblées contre la junte. Les engagements du Gouvernement d'unité nationale (NUG) doivent aussi se traduire par davantage de mesures concrètes. Le Royaume-Uni et l'Allemagne viennent d'annoncer qu'ils appuieront formellement la requête de la Gambie contre la Birmanie devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour violation de la Convention de l'Onu sur le génocide. C'est une bonne nouvelle. Nous demandons à la France d'en faire autant.

Au cœur de la rébellion : le photographe Siegfried Modola en Birmanie

Rares sont les reportages réalisés par des étrangers en Birmanie sous la junte. Le photographe Siegfried Modola a pu entrer clandestinement dans le pays et se rendre sur la ligne de front avec l'armée Karenni. Il a accompagné des hommes en armes luttant contre la junte, rencontré une famille qui fuyait en Thaïlande et échangé avec des déplacés dans des camps, qui vivent dans la crainte de nouveaux bombardements. Son reportage photo a été publié dans le **Figaro**, avec un texte de Jean-Louis Tremblais. Vous pouvez aussi découvrir ses photographies au Festival internationale du photojournalisme **Visa pour l'Image** à Perpignan jusqu'au 11 septembre.



La Russie et la junte, plus proches que jamais

Min Aung Hlaing s'est rendu en Russie en juillet, où il s'est notamment entretenu avec le Ministre russe de la défense, Sergei Shoigu. Selon l'analyste Anthony Davis, cité par **Aljazeera**, la « campagne contre-insurrectionnelle » actuellement déployée par la junte dépend décisivement du soutien que la Russie fournit à son aviation. Il ajoute que la Russie est la principale bénéficiaire des efforts déployés par la junte - de plus en plus isolée - pour ne pas dépendre exclusivement de la Chine. Particulièrement en matière de ventes d'aviation militaire. Poutine et Min Aung Hlaing ont beaucoup de points communs. Cet été, le sommet de l'ASEAN sur la lutte anti-terroriste a été co-présidé par la Russie et la Birmanie ! Sergey Lavrov, le Ministre russe des affaires étrangères, s'est ensuite rendu en Birmanie au mois d'août. Au programme, une coopération militaire renforcée et élargie à de nouveaux secteurs... Pendant que la Russie soutient et rend possible les crimes de guerre et crimes contre l'Humanité commis par la junte en toute impunité, les médias d'Etat russes rapportent que la Russie appuie « les efforts de la junte pour « stabiliser la crise » et organiser des élections en 2023... Une vision commune en termes de répression et de mainmise sur le pouvoir.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

« La France doit assumer sa dette en Birmanie »

Tribune parue dans La Croix le 10 août 2022

Plusieurs membres de l'association Info Birmanie reviennent sur le rôle de Total et de la France dans le financement de la junte, des années 1990 jusqu'à aujourd'hui. Si le groupe a finalement cessé ses activités dans le pays, « la France ne doit pas considérer qu'il s'agit d'un solde de tout compte »

Le coup d'État perpétré le 1er février 2021 par l'armée birmane a amorcé une nouvelle vague de répression sanglante et plonge la Birmanie dans un chaos sans précédent. Arrestations arbitraires, tortures, exécutions extrajudiciaires, violences sexuelles, persécutions ethniques... Les militaires accumulent les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, et procèdent désormais à la pendaison de prisonniers politiques.

La mainmise des généraux sur le pays remonte au premier coup d'État de 1962. Le soulèvement populaire de 1988 contre la dictature a été réprimé dans le sang, un traumatisme toujours présent. Les résultats des élections de 1990, largement remportés par la Ligue nationale pour la démocratie – le parti d'Aung Sang Suu Kyi –, ont été confisqués par un nouveau coup d'État. Les militaires ont conservé le pouvoir dans un pays économiquement exsangue qu'ils ont alors ouvert aux investisseurs étrangers peu regardants sur les droits humains.

Total et la France : une faute originelle

Lorsque Total a signé son contrat d'exploitation avec la junte en 1995, l'État français s'est porté garant des investissements. Pas plus que la firme, l'État ne pouvait ignorer les massacres, la répression et la nature du régime qui allait tirer profit de la manne du gaz. Cette faute originelle a été le terreau des suivantes...

Pour lire la suite :

<https://www.la-croix.com/Debats/France-doit-assumer-dette-Birmanie-2022-08-10-1201228397>